



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

DE SON EXCELLENCE MADAME
VICTOIRE SIDEMHO TOMEGAH-DOGBE
PREMIER MINISTRE, CHEFFE DU GOUVERNEMENT

Lomé, le 23 août 2024





Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Madame et Messieurs les Présidents des Institutions de la République,

Monsieur le Ministre d'Etat, Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les Honorables députés,


Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique et des organisations internationales accréditées dans notre pays,

Autorités administratives, militaires, religieuses et traditionnelles,

Mesdames et Messieurs les professionnels des médias,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,



Avant toute chose, permettez-moi de rendre grâce à Dieu, à qui nous devons une reconnaissance éternelle pour les bénédictions, la paix et la protection qu'il accorde continuellement à la nation togolaise.

2. Je voudrais, particulièrement, exprimer ma gratitude et ma reconnaissance, ainsi que celle de tous les membres du gouvernement au Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, pour la confiance qu'il lui a plu de placer en nous.

3. Je lui rends un hommage appuyé pour son leadership engagé, sa politique de paix, de développement inclusif et d'ouverture sur le monde. Nous sommes honorés de travailler sous sa haute direction et nous nous engageons à continuer à servir avec humilité, détermination, discipline et résultats.

4. Je salue le peuple Togolais qui en dépit du contexte socio-économique difficile, fait preuve d'une grande capacité de résilience. Je voudrais remercier vivement nos concitoyens pour leur engagement et leur mobilisation, qui se sont traduits par leur large participation au double scrutin législatif et régional du 29 avril 2024.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Honorables députés,

5. J'exprime notre fierté d'avoir une représentation nationale qui reflète notre société et notre démocratie pluraliste.

6. Votre auguste Assemblée inaugure depuis le 21 mai 2024, la première législature de la Vème République. L'exercice républicain solennel de ce jour, nous offre l'opportunité, de vous adresser à vous-même, ainsi qu'aux membres du bureau, nos félicitations les plus chaleureuses pour votre brillante élection.

7. Je voudrais vous assurer de ma pleine disponibilité et de celle des membres du gouvernement, à collaborer avec vous, pour le bien-être de nos populations. Nous restons à l'écoute et nous conserverons avec vous, une dynamique relationnelle constante qui renforcera notre démocratie, le dialogue interinstitutionnel et la bonne gouvernance.

Honorables députés, Mesdames et Messieurs,

8. Notre pays vient de franchir un pas supplémentaire vers l'enracinement de la démocratie et du pluralisme. Le double scrutin, législatif et régional, du 29 avril 2024 est le résultat d'un processus inclusif qui a permis la participation de toutes les sensibilités politiques de notre pays.

9. La sérénité, la paix et le calme qui ont caractérisé ces élections et le passage à la Vème République, démontrent à suffisance, la maturité du peuple togolais.

10. Le gouvernement que j'ai l'honneur de conduire est caractérisé par son ouverture, sa diversité et son inclusivité. Une nouvelle illustration de la volonté du Président de la République de dépasser les clivages partisans et de toujours bâtir un consensus national autour des objectifs de développement du Togo. C'est un gouvernement de transition dont la mission essentielle est de baliser la voie vers la mise en place des institutions de la Vème République tout en poursuivant la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

11. La présente déclaration de politique générale est structurée autour de deux séquences :

- la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale et ses impacts clés ;


- la prise en compte et la structuration des aspirations et des attentes renouvelées de nos concitoyens.

MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE GOUVERNEMENTALE

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale

Honorables députés

Mesdames et messieurs



12. Adoptée en octobre 2020, dans le cadre du nouveau mandat présidentiel accordé à Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, la feuille de route 2025 a été construite autour de la vision « un Togo en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable » et structurée autour de trois axes stratégiques que sont :

a. renforcer l’harmonie et l’inclusion sociales et consolider la paix,

b. dynamiser la création d’emplois en nous appuyant sur les forces de notre économie,

c. moderniser le Togo et renforcer ses structures.

13. Le contexte de mise en œuvre de la feuille de route a été particulièrement difficile avec une superposition de crises inédites : la pandémie à la covid-19, le dérèglement climatique, le conflit russo-ukrainien : induisant des impacts sur la vie socio-économique, avec des poussées inflationnistes et la raréfaction des ressources financières. A cela s’ajoute la situation sécuritaire dans la sous-région ouest-africaine qui n’épargne pas notre pays.

14. En juin 2024, après 75% de délai d’exécution, des avancées significatives ont été observées. Celles-ci ont été portées par la hausse des investissements publics qui sont passés de 394,2 milliards de FCFA en 2020 à 559,3 milliards de FCFA en 2024.

15. Malgré les chocs et les incertitudes de l’environnement international et sous-régional, notre économie s’est montrée robuste et résiliente. La croissance économique est passée de 2% en 2020 à 6,4% en 2023, avec une projection de 6,6% en 2024.

16. Des actions d’envergure ont été engagées en vue d’amoinrir l’impact de ces chocs, et renforcer la résilience de nos concitoyens. Il s’agit des mesures économiques et sociales d’amélioration du pouvoir d’achat de nos concitoyens face à la cherté de la vie, notamment la subvention sur les engrais, les produits pétroliers et le gaz domestique, des mesures fiscales en faveur du secteur privé, ainsi que la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG).

17. Face à la menace sécuritaire grandissante, nous avons opté pour une réponse holistique alliant prévention, protection, défense et lutte contre les vulnérabilités. Ainsi, les capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité ont été renforcées grâce à l'adoption de la loi de programmation militaire. Un programme d'urgence de renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés (PURS) avec un budget prévisionnel de 326 milliards de FCFA a été conçu et déployé avec satisfaction au sein de la région des savanes. Compte tenu de sa pertinence, il est désormais étendu à tout le territoire national.

18. Le maillage du territoire en matière de sécurité de proximité est également renforcé avec la création d'un commissariat de police et d'une brigade de gendarmerie dans chaque commune.


19. Afin d'assurer une présence judiciaire de proximité au niveau décentralisé, des maisons de justice ont été mises en place dans toutes les régions pour favoriser les modes alternatifs de règlement des litiges.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Honorables députés

20. Durant la période écoulée, nous nous sommes mobilisés davantage afin d'agir pour encore plus d'inclusion économique et sociale au sein de nos communautés avec un accent particulier sur le renforcement du capital humain et de la protection sociale.

21. Dans le domaine de la santé, l'accessibilité géographique aux soins s'est sensiblement améliorée. Nous avons œuvré à renforcer les infrastructures sanitaires et le plateau technique, à travers la construction et la rénovation de près de 200 formations sanitaires, la mise en service de l'hôpital de référence Dogta Lafiè, la construction de onze (11) centres de traitements épidémiques. Des investissements d'envergure sont en cours dans les grands centres hospitaliers à Lomé et à Kara, ainsi que cinq hôpitaux mère et enfants et un centre de cancérologie également en cours de construction. Par ailleurs, les effectifs ont été renforcés par le recrutement de plus de 1200 professionnels de santé.




22. Le programme d'assurance santé aux élèves, School assur, a permis de couvrir 900 000 élèves. De même, le programme d'accompagnement de la femme enceinte et du nouveau-né, dénommé Wezou, a touché 575 000 femmes. Nous avons, en outre, déployé des transferts monétaires trimestriels au profit de plus de 225 000 ménages pauvres qui ont permis, entre autres, de couvrir les besoins nutritionnels et de santé des enfants.

23. Capitalisant sur l'expérience de l'assurance maladie au profit des agents du secteur public et de leurs ayant droits, l'assurance maladie universelle a été instituée depuis octobre 2021 et s'est étendue au secteur privé formel le 1er janvier 2024. L'assurance maladie universelle est désormais une réalité dans notre pays.

24. En matière d'éducation, le taux d'achèvement au primaire est passé de 87% en 2020 à 94,6% en 2024, tandis que celui du secondaire est passé de 51,7% à 61,4%, avec une progression pour les filles de dix points de pourcentage au niveau des deux cycles. Des actions fortes ont été engagées en faveur d'une éducation de qualité, notamment :

- le recrutement et la formation de 11 303 enseignants fonctionnaires, la formation initiale et continue des enseignants du public et du privé (la proportion d'enseignants volontaires dans le système éducatif a connu ainsi une diminution drastique passant de 41,6% en 2022 à 7,9% aujourd'hui) ;
- l'instauration de la gratuité des frais d'inscription aux examens scolaires et l'extension de l'exonération des frais d'écolage au secondaire ;
- la construction et la réhabilitation de plus de 4 600 salles de classe ;
- la fourniture des repas chauds à 218 000 élèves des écoles primaires et préscolaires publiques.

25. Par ailleurs, l'offre de formation s'est consolidée par la poursuite de l'opérationnalisation des Instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD). Quatre IFAD sont




déjà opérationnels dans les métiers de l'aquaculture, de l'élevage, du bâtiment et des énergies renouvelables.

26. Nous avons enfin poursuivi l'amélioration des structures d'accueil de l'enseignement supérieur avec la modernisation de l'université de Lomé, le lancement des travaux de construction des infrastructures de l'université de Kara et la création d'une nouvelle université à Datcha. Un accent particulier est mis sur les offres de formation dans les domaines scientifiques et sur les filières de formation professionnelle pour les métiers prioritaires de l'économie.

27. L'inclusion sociale, c'est également l'accès à l'eau potable et à l'énergie. Dans le secteur de l'eau, les projets mis en œuvre ont permis de réaliser près de 2000 ouvrages d'adduction d'eau potable et environ 58 000 branchements domestiques subventionnés faisant passer le taux de desserte au niveau national de 60% à 69% entre 2020 et 2023. Ce qui correspond à plus d'1,3 million de togolais supplémentaires qui ont accès à l'eau potable.

28. Quant au secteur de l'énergie, le taux d'électrification est passé de 50% en 2020 à 69% à fin juillet 2024, la capacité installée de 132 MW à 267 MW, et la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de 19% à 38%. Plus de 270 000 ménages sont raccordés au réseau électrique national depuis 2020. Ceci grâce à la construction de deux centrales (centrale solaire de Blitta, centrale thermique Kékéli), de plus de 4 000 km de lignes haute tension, moyenne tension et basse tension. D'autres centrales solaires sont en cours d'implémentation notamment à Sokodé, à Kara et à Dapaong, offrant une capacité additionnelle d'environ 137 MW. L'opérationnalisation du fonds Tinga, fonds pour l'accès universel à l'électricité a permis de supprimer l'obstacle que peut constituer le coût du branchement au réseau électrique pour des ménages vulnérables.

29. Les initiatives ciblées en faveur des groupes les plus vulnérables se sont poursuivies avec la mise en œuvre du programme d'inclusion financière. Depuis 2020, un volume d'environ 198 000 crédits, pour un montant de 18,3 milliards de FCFA ont été octroyés.



30. Les dispositifs de volontariat et d'appui à l'insertion et au développement de l'embauche ont bénéficié à près de 49 000 jeunes sur l'ensemble du territoire national. Une charte des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) et une agence de développement des TPME ont été mises en place afin de renforcer le dispositif d'accompagnement et d'appui à cette catégorie d'opérateurs économiques.

31. Enfin, nous avons démarré l'important projet d'identification biométrique et de mise en place du registre social des personnes et des ménages, dont la phase pilote a permis d'enregistrer plus de 55 000 personnes.

32. L'important bond réalisé par le Togo en matière d'égalité genre le plaçant en première place au plan continental est le fruit des réformes et des programmes sociaux mis en œuvre par le gouvernement en faveur des couches les plus vulnérables de notre pays, en particulier pour les femmes.

33. Ainsi, grâce aux efforts consentis par tous, nous gagnons progressivement la bataille contre la vulnérabilité et l'extrême pauvreté. L'indice de développement humain (IDH) de notre pays est passé de 0,539 à 0,547 montrant de remarquables progrès et positionnant le Togo, pour la 3ème fois consécutive, 1er dans l'espace UEMOA.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Honorables députés,

34. L'inclusion sociale est tributaire de notre capacité à créer de la richesse indispensable pour une prospérité partagée. Ainsi, dans l'axe 2 de la feuille de route, l'accent a été mis sur la modernisation de notre agriculture, la transformation industrielle, le renforcement du positionnement de hub logistique de notre pays.

35. S'agissant du secteur agricole, la mise en œuvre des différents projets a permis notamment entre 2020 et 2023:

- d'augmenter la production de 15% pour les céréales, de 13% pour les tubercules et de 31% pour les légumineuses et ;

- d'accroître le rendement des principales cultures vivrières ;

36. Ces résultats ont été obtenus grâce à l'aménagement et la mise en valeur d'environ 35 000 hectares de terres agricoles (zones d'aménagement agricoles planifiés - ZAAP), l'acquisition de tracteurs, la mobilisation et la vente à prix subventionné d'engrais couvrant la totalité des besoins annuels, la distribution à prix subventionné de kits d'irrigation. De plus, deux centres régionaux de mécanisation agricole sont en cours de construction à Tchitchao et à Tové, avec l'objectif d'en créer un par région.

37. Environ 25 milliards de FCFA ont été mobilisés au profit des producteurs et agrégateurs à travers les mécanismes d'agriculture contractuelle, de subventions directes et de crédits bancaires.

38. Les échanges avec les producteurs et transformateurs de produits agricoles sont redynamisés à travers l'approche innovante du Forum des agriculteurs du Togo (FoPAT), qui s'est tenu dans toutes les régions avec l'implication personnelle du Chef de l'Etat. Ceci a permis de relever les défis pressants et d'identifier les pistes de solutions endogènes.

39. Une agence de transformation agricole (ATA) a été mise en place afin de doter le secteur d'un outil plus efficace d'implémentation des orientations et des décisions.

40. Nous intensifions notre agriculture en l'intégrant davantage dans la chaîne de valeur de la transformation. Notre objectif est clair : consommer et transformer ce que nous produisons, afin d'accroître les revenus des producteurs agricoles.

41. En droite ligne avec son ambition de dynamiser la création d'emplois à travers les industries transformatrices, le gouvernement, en partenariat avec le secteur privé, a développé la plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA). A ce jour, elle couvre une superficie totale de 410 hectares et compte plus d'une vingtaine d'unités industrielles installées ou en cours d'installation, avec un focus sur l'agro-industrie et la logistique. Au total, les investissements réalisés par les entreprises agréées en zone franche et au code des investissements se chiffrent depuis 2020 à 346 milliards de FCFA avec environ 5 500 emplois créés.



Honorables députés

Mesdames et Messieurs,

42. La position de hub logistique de notre pays articule les offres de services dans les secteurs portuaire, aéroportuaire et routier.


43. L'aéroport de Lomé est aujourd'hui l'un des plus importants en Afrique de l'Ouest avec un trafic de 1 350 000 passagers par an, pour une trentaine de destinations.

44. Nous avons renforcé le partenariat avec la compagnie Asky en augmentant la participation de l'Etat au capital, pour soutenir le développement de la compagnie et préserver les emplois, en développant des programmes de formation de jeunes togolais dans le domaine aéronautique.

45. Le secteur portuaire continue d'être une fierté et affiche des niveaux de performance et de sécurité permettant au port de Lomé de figurer parmi les meilleurs sur le continent. En effet, le tonnage manutentionné est passé entre 2020 et 2023 de 25 à 30 millions de tonnes et le temps d'attente des navires en rade est passé de 43 heures à 10h. La construction d'un port sec sur la PIA, a également contribué à désengorger le port, offrant une capacité supplémentaire pour le traitement des conteneurs et des véhicules.

46. Dans le but d'optimiser la performance du corridor Sud-Nord, de nouveaux projets d'infrastructures routières ont été lancés et une attention particulière a été accordée à certains chantiers qui étaient à l'arrêt. Ainsi, depuis 2020, 828 km de routes nationales ont été construites et réhabilitées pour un investissement global d'environ 742,6 milliards de FCFA.

47. Le désenclavement est à la fois un facteur d'inclusion et de création de richesses. C'est pourquoi un département ministériel a été érigé depuis 2020 pour accorder une attention particulière au désenclavement des localités, en ciblant prioritairement les zones de production agricole et les infrastructures socio-économiques. En moins de quatre ans, 4 200 km de pistes rurales sont réalisés sur plus de 9 000 km engagés (nouvelles constructions et entretien). Par ailleurs, la



réalisation de plus d'une centaine de grands ouvrages de franchissement, dont 21 grands ponts modulaires mixtes acier-béton, viennent renforcer le réseau de pistes rurales existant.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Honorables députés,

Mesdames et Messieurs,

48. Le choix a été fait de mettre le digital au cœur de la feuille de route gouvernementale. Ainsi, en ce qui concerne l'axe trois nous avons fait de la digitalisation un levier majeur pour la modernisation de notre administration en œuvrant au renforcement du lien entre les usagers et les services publics. Nous avons digitalisé plus d'une vingtaine de processus administratifs de la vie quotidienne des populations, entre autres, la demande de casier judiciaire, de passeport, du duplicata de nationalité, du permis de construire, etc. La mobilisation des opérateurs privés et la mise en service du câble sous-marin Equiano, permettent de renforcer la connectivité du pays.

49. Nous avons procédé à la réforme du code du travail et adopté le projet de loi portant statut général de la fonction publique afin de moderniser la réglementation du travail et rendre nos administrations plus compétitives.

50. Par ailleurs, le Programme présidentiel d'excellence (PPE) et le Programme d'excellence pour les femmes en Afrique (PEFA) permettent de mobiliser, former et de mettre à la disposition de nos administrations des jeunes diplômés.

51. Ces trois dernières années, nous avons renforcé le cadre juridique de notre décentralisation avec l'adoption de nouvelles lois. La tenue des élections régionales constitue le dernier palier de l'architecture de notre décentralisation territoriale. Pour soutenir ce processus, le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT) a injecté environ 32 milliards de FCFA. L'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT) a été créée et a démarré la formation des

acteurs locaux. En outre, une base de données géoréférencées des infrastructures socio-économiques existantes dans les communes a été mise en place et une vingtaine de bâtiments administratifs devant abriter les mairies ont été construits.

52. Enfin, face au dérèglement climatique et à ses impacts, nous avons amorcé la réforme de la législation environnementale pour optimiser le cadre réglementaire de gestion durable de l'environnement. Parallèlement, les actions de préservation de l'environnement ont été renforcées notamment avec la mise en terre d'environ 19,5 millions de plants couvrant plus de 28 000 hectares et la restauration de 1 030 000 hectares d'écosystèmes dégradés. Dans l'optique de réduire les émissions de gaz à effet de serre, nous avons favorisé l'introduction de véhicules électriques. Aujourd'hui, 6% de notre parc est constitué de véhicules électriques. Nous avons également renforcé la protection de nos zones côtières. La proportion de côtes protégées contre l'érosion est passée de 44% à 60%.

53. Le dispositif de gestion des catastrophes naturelles a régulièrement fonctionné et a permis de mitiger les risques, notamment face aux inondations.


Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Mesdames et Messieurs,

54. Le Togo est aujourd'hui un pays respecté et écouté grâce en particulier à l'action diplomatique du Chef de l'Etat, dont le leadership pragmatique est reconnu au-delà de nos frontières. Le rôle qu'il joue pour l'amélioration des relations entre Etats en est une parfaite illustration.

55. La capitale togolaise a retrouvé sa place de ville d'accueil des grandes conférences internationales et des rencontres stratégiques de haut niveau. (deux éditions successives d'Africa financial industry summit, Semaine africaine de la microfinance, Lomé peace and security forum, etc.).

56. L'adhésion de notre pays au Commonwealth est une illustration de la confiance que le Togo inspire et de notre



stratégie de diversification des partenariats. L'éligibilité de notre pays au programme compact du Millenium challenge corporation (MCC) des Etats Unis d'Amérique, le démarrage d'un nouveau programme avec le Fonds monétaire international, l'augmentation considérable des ressources financières de la Banque mondiale (les ressources ont plus que triplé entre 2020 et 2024) sont le résultat de la constance des réformes économiques et sociales courageusement engagées depuis plusieurs années.

57. Je voudrais à ce stade, saluer la mobilisation à nos côtés des partenaires techniques et financiers et du secteur privé tant national qu'international. Leur engagement continu, en particulier en termes de volume d'investissement est une marque de confiance. Aussi, l'amélioration du climat des affaires, les concertations périodiques avec le secteur privé et le renforcement du partenariat avec les acteurs économiques, demeurent-ils des leviers majeurs pour libérer le potentiel économique de notre pays.

58. Je salue également les acteurs politiques réunis au sein du Cadre permanent de concertation (CPC) qui ont travaillé non seulement sur les questions politiques mais aussi sur les sujets d'actualités socio-économiques pour contribuer au débat sur les politiques de développement. Ce cadre a permis d'opérer des réformes importantes, notamment la charte des partis politiques, le réaménagement du cadre électoral, l'augmentation du nombre de députés.

59. Ensemble, nous avons pu enregistrer des avancées. Mais nous devons considérer l'état des lieux que nous venons de partager sommairement comme un appel à l'humilité et à la mobilisation. Toutes ces avancées notables doivent être consolidées pour véritablement créer des effets de leviers pour l'émergence de notre pays.

60. La mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale fait face toutefois à quelques défis majeurs qu'il est important de mentionner. Il s'agit de :

- l'exécution optimale des projets pour plus d'impact sur les populations ;

- le renforcement des capacités des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets, autant de l'administration publique que du secteur privé ;
- la nécessité de mobiliser plus de ressources pour accélérer la mise en œuvre des projets.

PRISE EN COMPTE ET STRUCTURATION DES ASPIRATIONS ET DES ATTENTES RENOUVELEES DE NOS CONCITOYENS

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Honorables députés

Mesdames, messieurs

61. Les actions que nous avons menées, pour importantes qu'elles soient, méritent d'être mises en perspective par rapport aux aspirations des populations exprimées notamment lors des dernières élections.

62. Plus qu'un exercice électoral, les élections du 29 avril 2024 sont éloquentes d'expression, d'orientation, de détermination et d'une réelle adhésion populaire au changement. La forte majorité parlementaire qui s'en est dégagée est autant une adhésion en faveur de la nouvelle réforme constitutionnelle, qu'une appréciation favorable de la politique conduite sous l'autorité de Son Excellence Monsieur le Président de la République.

63. Le message reçu de nos populations est clair et ne peut être ignoré. Elles ambitionnent de se consacrer pleinement aux actions qui les impliquent et qui impactent leur quotidien.

64. Nous avons entendu leur satisfecit et leur approbation de la politique d'inclusion et d'harmonie sociale, de prospérité économique, de création d'emplois, de relance des activités économiques post-covid, de sécurité, de paix et de modernisation des structures de l'Etat.

65. Mais nous avons également entendu leurs diverses et légitimes demandes, notamment : la nécessité d'accélérer le rythme des réformes, d'améliorer les services publics, de poursuivre et d'intensifier les actions d'inclusion, de cohésion sociale et de création d'emplois, de trouver des solutions aux questions foncières et de transhumance, d'assurer une justice impartiale, efficace, rapprochée des justiciables, ainsi qu'une plus grande présence de l'Etat.

66. Aussi, est-il nécessaire de continuer à apporter et à accélérer les réponses à ces attentes fortes des populations. D'abord, dans le cadre de l'achèvement de la feuille de route 2020-2025, puis dans la formulation de stratégies futures de développement qui devront nécessairement prendre en compte le contexte nouveau et s'y arrimer.

67. Cinq lignes directrices continueront de mobiliser la nouvelle équipe gouvernementale :

- la sécurité, la stabilité et la paix pour permettre à tout citoyen où qu'il soit sur le territoire national de vaquer dans la quiétude à ses occupations quotidiennes ;
- la satisfaction des besoins sociaux de base tels que les soins de santé de qualité accessibles à tous, l'éducation pour tous et de qualité, l'eau potable et l'électricité accessibles à tous ;
- l'emploi pour les jeunes ;
- l'accessibilité aux intrants, aux crédits et aux marchés pour nos agriculteurs, tout en poursuivant la réforme foncière et une meilleure réglementation de la transhumance ;
- la modernisation de la vie publique avec une plus grande redevabilité.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Mesdames et messieurs,

68. En réponse au besoin d'accélération des réformes économiques et sociales engagées et pour l'achèvement de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, nous poursuivrons les chantiers que nous avons entamés avec un



accent plus renforcé sur le développement du capital humain, la protection sociale et l'insertion professionnelle.

69. Le gouvernement continuera de déployer le programme d'urgence et de renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés (PURS). Une attention particulière sera toujours accordée aux questions sécuritaires et de défense.


70. La digitalisation de la vie socio-économique continuera d'être un levier accélérateur de nos actions. Le projet d'identification biométrique des personnes physiques et la mise en place du registre social des personnes et des ménages seront poursuivis, ainsi que la digitalisation des processus administratifs.

71. Le programme de construction-réhabilitation des formations sanitaires et de renforcement du plateau technique sera poursuivi, couplé avec l'extension progressive de l'assurance maladie universelle. Le gouvernement s'attèlera dans ce sens à construire et équiper environ 80 nouvelles formations sanitaires et à achever la construction des hôpitaux mère et enfants.

72. L'école et l'apprentissage restent notre priorité pour l'avenir de notre jeunesse avec des progrès à consolider. Nous allons nous attacher à la poursuite des chantiers en cours, notamment la construction de salles de classes additionnelles, des infrastructures universitaires, ainsi que de deux IFAD supplémentaires sur les métiers de l'élevage et de l'aquaculture respectivement à Avetonou et à Agome-Glozou.

73. Les recrutements et la formation des enseignants et des professionnels de santé se poursuivront dans les secteurs de l'éducation et de la santé avec une attention sur l'amélioration constante de la qualité de service.

74. Dans le but de renforcer l'insertion professionnelle des jeunes et de révéler leur potentiel, une réorganisation institutionnelle est faite pour travailler à l'optimisation des dispositifs d'accompagnement existants et y intégrer des approches innovantes.



75. Le gouvernement salue la résilience des jeunes entrepreneurs en cette période difficile. Il est conscient de la nécessité d'accompagner l'écosystème dans sa croissance et sa consolidation afin de créer des champions nationaux. Cela passe notamment par la réforme des moyens de financement avec par exemple la création d'une banque publique d'investissement avec des produits financiers adaptés.


76. L'inclusion financière à travers le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) et les programmes de filets sociaux de protection sociale se poursuivront pour renforcer la résilience des ménages.

77. Dans le secteur de l'eau, nous veillerons à accélérer l'exécution des projets d'alimentation en eau potable des centres urbains, semi-urbains et ruraux en vue d'améliorer la desserte en eau potable tout en améliorant la qualité des ouvrages. Il en est de même dans le secteur de l'assainissement avec l'aménagement des bassins de rétention d'eau.

78. S'agissant du secteur de l'énergie, malgré les efforts fournis ces dernières années le déficit et la dépendance restent une réalité. Le gouvernement travaillera à augmenter notre capacité de production en intégrant des approches innovantes et en diversifiant nos sources d'approvisionnement pour garantir un meilleur accès à une électricité de qualité afin de répondre aux besoins croissants. La gouvernance du secteur fera l'objet d'une attention particulière. Les projets tels que ceux de construction des centrales solaires et de lignes de transmission seront accélérés, de même que l'élargissement du fonds Tinga.

79. Pour renforcer nos résultats économiques, nous visons à consolider les performances de l'agriculture, un levier clé de la transformation industrielle de notre pays. Un accent particulier sera mis sur le développement rural en renforçant la synergie entre l'hydraulique villageoise, les aménagements hydroagricoles et les enjeux agro-fonciers.

80. Le gouvernement poursuivra les actions visant la transformation du secteur agricole (ZAAP, agropoles, mécanisation, disponibilité des engrais, FOPAT) en associant



d'avantage le secteur privé, afin de relever ensemble le défi d'une agriculture moderne et performante. Par ailleurs, un département est dédié à la gestion des ressources halieutiques et animales, ainsi qu'à la réglementation de la transhumance.

81. Le chantier de la réforme foncière sera poursuivi avec pragmatisme et détermination dans le but de sécuriser le foncier pour les grands projets structurants dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et de l'habitat.

82. Les travaux pour l'implantation des zones d'habitat planifié seront accélérés, notamment la viabilisation du site de la ville nouvelle de Kpomé-Dalavé.

83. En vue de conforter la position stratégique de hub logistique de notre pays dans la sous-région, les grands chantiers de modernisation des infrastructures routières, aériennes et portuaires se poursuivront. Un accent particulier sera mis sur la fluidité et la qualité des services.

84. Le secteur privé, créateur de richesses et d'emplois restera au cœur de nos ambitions de transformation économique. L'Etat stratège conservant dans ce partenariat un rôle de facilitateur. En ce sens, nous poursuivrons les réformes nécessaires pour l'attractivité de notre pays, le réarmement civique de la jeunesse et la modernisation des structures de l'Etat.

85. Enfin, nous mettrons l'accent sur le renforcement de la coordination intersectorielle, le suivi efficient de l'exécution des projets et une présence plus renforcée sur le terrain, l'assurance de la satisfaction des besoins des populations au dernier kilomètre, l'amélioration des performances dans la mobilisation des ressources et des partenariats.

86. Nous proposerons un collectif budgétaire qui prendra en compte les ajustements nécessaires à l'accélération de la mise en œuvre de la feuille de route.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Honorables députés,



Mesdames et messieurs,

87. La constitution de la Vème République qui institue un système parlementaire, est un gage d'une plus grande stabilité institutionnelle et politique favorable à l'éclosion accélérée des actions de développement.

88. Le gouvernement a conscience qu'une réforme d'une telle ampleur a un besoin constant d'explication et de compréhension des nouveaux mécanismes institutionnels. Pour ce faire, les actions de sensibilisation et d'échanges sur la nouvelle constitution seront intensifiées. Des fora d'échanges spécifiques seront organisés sur des thématiques telles que la justice, le civisme, le rôle des différentes institutions constitutionnelles et leurs interactions, etc.


89. Je voudrais d'ores et déjà saluer l'initiative de l'Assemblée nationale qui a saisi l'occasion de l'inter-session pour engager des tournées de sensibilisation et d'échanges avec les populations à travers tout le pays.

90. Conformément aux dispositions de la nouvelle constitution, la mise en place des nouvelles institutions de la Vème République sera achevée dans un délai maximum de douze (12) mois à compter de la date de promulgation de la constitution. Permettez-moi de rappeler ici qu'après la mise en place du Sénat interviendront l'entrée en fonction du Président du Conseil, ainsi que l'élection et l'entrée en fonction du Président de la République.

91. Le gouvernement s'attèlera également à poser les bases pour la mise en place des autres institutions constitutionnelles en l'occurrence la Cour de cassation, le Conseil d'Etat, le Conseil économique et social, le Protecteur du citoyen, etc.

92. En collaboration étroite avec le Parlement ce processus sera conduit de manière inclusive, transparente et avec l'engagement de tous.

93. C'est le lieu de réaffirmer solennellement l'engagement du gouvernement à renforcer le climat de confiance, le dialogue et l'ouverture, clé de notre cohésion sociale, ainsi que la stabilité et la sécurité dont notre pays a besoin, pour poursuivre sa marche vers le progrès.



94. Conformément à la vision de SEM Faure Essozimna Gnassingbé Président de la République, nous continuerons de mobiliser toutes les énergies autour des priorités nationales pour le bien-être des populations et le renforcement de l'état de droit.

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Honorables députés,

Mesdames et messieurs,

95. Aujourd'hui, fort de nos acquis politiques, économiques et sociaux, nous amorçons une nouvelle étape décisive pour notre pays. C'est ensemble, dans notre diversité, que nous allons écrire cette nouvelle page de notre destin commun.

96. C'est pourquoi, l'ensemble du gouvernement sollicite votre suffrage et votre adhésion au programme d'actions que je viens de vous présenter pour faire face aux défis qui nous attendent et que nous devons relever dans l'intérêt de nos populations.

97. Je demeure donc rassurée et confiante qu'ensemble et avec votre soutien constant nous atteindrons les résultats escomptés pour la construction d'un Togo fort, uni et prospère.

Que Dieu bénisse le Togo
Je vous remercie !

